



World Economic Situation & Prospects 2006

À NE PAS PUBLIER AVANT 12 HEURES (EST), LE 24 JANVIER

La croissance économique mondiale continue de ralentir en 2006

Une conjoncture internationale favorable aux pays en développement – mais des incertitudes demeurent

(ORGANISATION DES NATIONS UNIES, NEW YORK, 24 janvier) Selon le rapport économique annuel rendu public aujourd'hui, l'ONU prévoit une croissance mondiale de plus de 3 % pour cette année, contre un taux de croissance similaire en 2005, mais en retrait par rapport au taux, exceptionnellement élevé, de 4 % enregistré en 2004.

Le ralentissement de la croissance s'explique en grande partie par la maturation de la récente reprise économique mondiale, souligne le *World Economic Situation and Prospects 2006*, la publication de l'ONU. Quoiqu'ayant été maîtrisés les catastrophes naturelles et les actes terroristes ont tout de même eu des effets négatifs sur la performance de l'économie mondiale.

Dans l'avenir proche, l'éventualité de nouvelles flambées des cours du pétrole, du passage d'une crise circonscrite de la grippe aviaire à une pandémie, ou de l'effondrement du prix de l'immobilier dans les pays les plus riches font planer le risque d'un ralentissement graduel de la croissance mondiale. Mais le plus grand danger, selon le *WESP 06*, pourrait provenir des faiblesses systémiques liées aux niveaux élevés et croissants des déséquilibres financiers mondiaux (*voir le communiqué de presse qui s'y joint*).

Parallèlement, une croissance plus lente aux États-Unis, une stagnation en Europe et une modeste reprise au Japon contrastent avec un léger fléchissement de la forte performance économique des pays en développement. Tirant profit d'une conjoncture internationale favorable caractérisée par de faibles taux d'intérêt et d'inflation et par une forte demande des produits de base, le monde en développement devrait enregistrer cette année, selon l'ONU, un taux de croissance légèrement supérieur à 5,5 %, contre, approximativement, 5,7 % en 2005 et 6,6 % en 2004 (*Graphique I.1*).

“Les Pays les Moins Avancés (PMA) font mieux avec une croissance de 6.6 pour cent, de loin leur meilleure performance depuis des décennies,” souligne le *WESP 2006*.

Une forte croissance d'ampleur égale pour les diverses régions en développement

Tandis que la Chine et l'Inde continuent de connaître une forte croissance économique, note le *WESP 2006*, l'expansion de l'économie a été exceptionnellement vigoureuse, par rapport aux périodes antérieures, dans toutes les régions en développement.

La forte croissance a été favorisée par la hausse des cours mondiaux des produits de base, induite en particulier par la forte demande provenant des économies à forte croissance, comme la Chine et de l'Inde, pour les matières premières. Bien que certains pays en développement et les PMA aient souffert des prix élevés du pétrole et des importations de biens alimentaires, d'autres, singulièrement les exportateurs nets de pétrole et d'autres produits primaires, en ont bénéficié.

Tableau I.1. Croissance de la production globale, 1996-2006

Evolution annuelle des taux				
	2003	2004	2005 ^a	2006 ^b
Produit global^c	2.6	4.0	3.2	3.3
<i>dont:</i>				
Economies développées	1.9	3.2	2.4	2.5
Economies en transition	7.1	7.7	6.0	5.9
Economies en développement	4.9	6.6	5.7	5.6
Pays moins avancés	6.5	6.7	6.8	6.6
Du Memorandum:				
Commerce mondial	6.4	11.0	7.1	7.2
World output growth ajustée aux PPP	4.5	4.7	4.7	4.4

Source: Département des affaires économiques et Sociales du Secrétariat des Nations Unies (UN/DESA).

^a Estimation partielle.

^b Projections, se basant sur le Projet LINK, un groupe de collaboration internationale dans le domaine des modèles d'économétrie, coordonné par la Division de l'analyse des politiques de développement du Secrétariat des Nations Unies en tandem avec l'université de Toronto.

^c Se basant sur un coefficient moyen de croissance par pays du Produit intérieur brut (PIB), utilisant les paramètres du PIB en 2000 et des taux de change.

En plus de la hausse des cours des matières premières, beaucoup de pays en développement, y compris les PMA, ont bénéficié d'une stabilité politique accrue et de politiques macroéconomiques saines, selon l'ONU. Le respect des engagements pris par les pays riches d'accroître l'aide publique au développement et les remises de dettes donnera une forte impulsion à la croissance des pays les plus pauvres.

La stagnation de l'investissement des entreprises dans les pays les plus riches constitue l'un des facteurs de l'abondance de liquidité sur les marchés financiers et des faibles taux d'intérêt. Les économies émergentes ont bénéficié de conditions de financement externe très favorables – même si les flux de ressources additionnels se concentrent essentiellement sur un petit nombre de pays à revenu intermédiaire. L'investissement étranger direct à destination des pays en développement a également repris, principalement dans les secteurs en plein essor comme les secteurs pétrolier et minier.

Concomitamment, les échanges mondiaux continuent d'augmenter à un rythme deux fois plus élevé que celui de la croissance du produit. Le rapport de l'ONU estime que les récents accords conclus à la Conférence de Hong Kong de l'Organisation mondiale du commerce constituent un petit progrès, et que de sérieux défis sont à surmonter avant l'achèvement du Cycle de négociations de Doha. Il souligne également la nécessité de renforcer les capacités d'offre dans les PMA et de les aider à faire face aux coûts d'ajustement liés à la libéralisation du commerce.

Le revers de la médaille

Le côté négatif d'importantes revenus liés aux produits de base est l'absence générale de progrès en matière de développement industriel dans les PMA et en Afrique. En outre, le *WESP 06* souligne que les exportations de produits manufacturés de beaucoup de ces pays ont diminué du fait de la perte des préférences commerciales consécutives à l'expiration, en 2005, de l'Accord sur l'habillement et les textiles. Des milliers d'emplois ont été perdus dans le secteur textile de l'Afrique. Certains pays pauvres, comme le Sri Lanka et le Bangladesh, ont par contre résisté à la tempête et réussi à maintenir leurs exportations textiles.

Cependant, la dépendance des pays pauvres vis-à-vis des produits de base reste un problème crucial, spécialement en raison de la vulnérabilité de l'agriculture aux conditions climatiques, devenues très erratiques, et du fait que les cours des produits de base ne continueront vraisemblablement pas leurs progressions.

“De manière générale”, souligne l'ONU, “les cours des produits de base semblent avoir atteint un plateau, et il faut probablement s'attendre à une baisse des cours de nombreux produits non pétroliers.”

La croissance ne s'est pas également traduit par une augmentation générale du nombre d'emplois, rappelle le *WESP 2006*. Les techniques à haute intensité de capital dans les secteurs produisant les matières premières, principalement dans les pays en développement, et les gains de productivité liés aux avancées technologiques dans le monde développé constituent les raisons pour lesquelles la croissance ne s'est pas matérialisée par une augmentation du nombre d'emplois.

“Dans la majorité des pays, la création d'emplois ne progresse pas au rythme de la main-d'oeuvre disponible”, souligne l'ONU. “En conséquence, dans un grand nombre de pays, les taux de chômage sont encore nettement plus élevés que les niveaux enregistrés d'avant la récession de 2000-2001.”

En outre, tout choc brutal qui affecterait l'économie mondiale du fait de l'un des risques potentiels mentionnés plus haut affectera davantage les pays en développement. Si, par exemple, ce choc se traduit par une énorme dépréciation du dollar américain couplée d'un ajustement brutal des déséquilibres externes dans les principaux pays développés, de nombreux principales économies en développement en subiraient de sévères contrecoups (*voir le communiqué de presse joint*).

S'il est vrai qu'environ la moitié des économies en développement, des pays de l'Afrique subsaharienne et des pays les moins avancés connaissent ce que le *WESP 2006* appelle une croissance économique “robuste” (supérieure à 3 % du PIB par habitant), il n'est demeuré pas moins que l'autre moitié n'a pas connu une croissance robuste, et ce malgré une conjoncture internationale exceptionnellement favorable.

Un accroissement de plus en plus important de l'aide au développement et un allègement accru de la dette, restent donc à l'ordre du jour en 2006, année de suivi dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et d'un examen par l'Assemblée générale des Nations Unies de la situation des pays les moins avancés.

Pour des interviews ou un complément d'information, contacter la Section du développement du Département de l'information par l'entremise de Tim Wall, 1-212-963-5851, ou Newton Kanhema, 1-212-963-5602.

World Economic Situation and Prospects est produit au début de chaque année par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et les cinq commissions régionales des Nations Unies : Commission économique pour l'Afrique (CEA), Commission économique pour l'Europe (CEE), Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), et Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO).

World Economic Situation and Prospects 2006 (Numéro de vente E.06.II.C.2, ISBN 92-1-109150-0), édité par United Nations Publications, Two UN Plaza, Room DC2-853, Dept. PRES, New York, NY 10017 (États-Unis), Tél. 800-253-9646 ou 1-212-963-8302, Fax. 1-212-9633489; Courriel: publications@un.org; ou Section des Ventes et Commercialisation, Bureau E-4, CH-1211, Genève-10, Suisse, Tél. 41-22-917-2614, Fax. 41-22-917-0027, Courriel: unpubli@unog.ch; Internet: <http://www.un.org/publications>.